

RÉCIT

En Espagne, un diplôme en toc altère l'image d'éthique d'une élue de droite

Par François Musseau, correspondant à

Madrid(<https://www.liberation.fr/auteur/1902-francois-musseu>) — 17

avril 2018 à 20:16



La présidente de la région de Madrid, Cristina Cifuentes, à la convention du Parti populaire, le 8 avril. Photo Cristina Quicler. AFP

Figure jusqu'ici exemplaire du Parti populaire, Cristina Cifuentes, qui préside depuis 2015 la région de Madrid, a reconnu mardi l'irrégularité de son master. Une affaire qui fragilise le Parti du Premier ministre, Mariano Rajoy.

Pas facile de se prévaloir d'un master en droit public lorsqu'on ne s'est jamais rendu ni aux cours ni aux examens, qu'on s'est inscrite hors délai, et qu'on ne peut pas justifier qu'il ait été délivré de manière réglementaire. On peut comprendre qu'aujourd'hui la présidente conservatrice de la région de Madrid, Cristina Cifuentes, 53 ans, soit à la peine. Mardi, elle a même dû reconnaître la plupart des faits qui lui sont reprochés. Depuis presque un mois, lorsque le journal en ligne eldiario.net a révélé les «irrégularités» de son supposé master obtenu en 2012, l'affaire fait passer la crise catalane au second plan, embarrasse au plus haut point le Parti populaire et paralyse le fonctionnement du gouvernement régional de la capitale espagnole. Et donne des arguments à l'opposition pour acculer le PP de Mariano Rajoy dans les cordes.

La polémique est désormais une affaire nationale, et fragilise un peu plus le grand parti de la droite conservatrice, qui gouverne depuis un an en minorité et qui, sous le poids d'une accumulation de scandales, se sait de plus en plus mal considéré par son électorat traditionnel. Son grand rival, Ciudadanos («Citoyens»), formation libérale centriste profitant de son image de probité et de sa virginité judiciaire, est devenu pour la première fois le favori des sondages. Emmené par le jeune et sémillant Albert Rivera - que beaucoup comparent à Emmanuel Macron -, récoltant les fruits de son patriotisme espagnol face au sécessionnisme catalan, Ciudadanos croit aujourd'hui en ses chances de supplanter le PP lors des prochains scrutins, à commencer par les législatives madrilènes de 2019.

Aimable.

L'affaire Cifuentes a pris tout le monde de court. Après de l'opinion, cette fille d'un général d'artillerie, septième de huit enfants, élevée dans un prestigieux collège catholique, représentait le visage aimable d'une formation rongée par des scandales. «*Le temps des corrompus a vécu*», prophétisait-elle en 2015,

année où elle accède à la présidence de la région madrilène, bastion du PP inexpugnable depuis vingt-trois ans. Dès 2012, lorsqu'elle devient préfète de cette même région, Cristina Cifuentes fait jaser : *«Elle apparaissait comme celle qui allait moderniser et nettoyer une formation fatiguée, minée de l'intérieur, éclaboussée par trop d'affaires»*, souligne le politologue Enrique Gil Calvo. En 2015, elle remplace triomphalement Esperanza Aguirre, «dame de fer» ultralibérale et bête noire de l'opposition de gauche. Depuis, elle était la cible de l'aile droitiste de sa formation. Aussi, le 21 mars, lorsque eldiario.es affirme que le master de Cristina Cifuentes est *«truffé d'irrégularités»*, la consternation est générale. Dans les semaines suivantes, la controverse ne fait qu'enfler : une enquête diligentée par l'université Rey Juan Carlos, où le diplôme a été établi, montre que des signatures ont été falsifiées et que le travail de fin d'année de Cifuentes n'a jamais été présenté. Autre révélation : contrairement aux affirmations de l'intéressée, l'obtention de ce master était indispensable pour son doctorat, qui lui a permis d'accéder à la haute administration.

Tempêtes.

Les preuves accumulées sont aujourd'hui si flagrantes que Cifuentes a dû, mardi, en confirmer une partie. Combative, elle se dit pourtant *«innocente»* et rejette l'entière responsabilité des *«erreurs administratives et documentaires»* sur l'université Rey Juan Carlos. Se disant *«outragée dans [son] honneur»*, la dirigeante conservatrice a toutefois dit renoncer à son master. Nacho Escolar, directeur de eldiario.es, à l'origine des révélations, ironise : *«Cifuentes entend renoncer à un titre que de toute façon elle allait perdre et qu'elle a obtenu de manière illégale. Quel beau geste de sa part !»* Celle qui était la référence morale de son camp cause un grand dommage dans ses rangs. Déjà, deux ministres du gouvernement ont pris leurs distances avec elle. Mariano Rajoy, qui sait comme personne résister aux tempêtes, a pour l'heure ordonné à ses lieutenants de la soutenir, *«jusqu'aux résultats définitifs de l'enquête judiciaire»*. Reste que la situation risque de vite devenir intenable : Pablo Casado, étoile montante du PP, est lui aussi accusé d'avoir obtenu un master bidon dans la même université. Surtout, Ciudadanos a menacé de rompre son alliance parlementaire avec *«une formation corrompue jusqu'à la moelle»*, voire de soutenir une motion de censure socialiste contre Rajoy. Jusqu'à quand le chef du gouvernement pourra-t-il maintenir son soutien à la *«probe»* Cristina ?